

## Où l'on revient sur la notion d'éducation populaire...

**Editorial du numéro 87 de « Lecture » (septembre 2004)**

**Revue de l'AFL. (Association Française pour la Lecture)**

**Par Jean Foucambert**

L'AFL organise son congrès en octobre autour de l'Éducation populaire aujourd'hui. Le thème semble actuellement surnager dans la morosité ambiante, comme un territoire encore possible, assurément nécessaire et où des accords devraient bien réussir à se renouer. Le GFEN en a fait le sujet du dernier numéro de sa revue *Dialogue*, Attac vient d'être adoubé par le ministère compétent. Alors...

Au premier abord, tout le monde sait ce qu'est l'Éducation populaire même si, selon ses attaches et ses croyances, l'un en exclut ce que l'autre en retient, avec la même certitude. Qu'évoque ce terme en

France aujourd'hui pour un homme de 30 ans ? Je laisserai par modestie à d'autres le soin de répondre. Pour des plus âgés viennent sans doute à l'esprit l'entreprise du TNP, Jean Vilar, Gérard Philippe, Daniel Sorano, les comités d'entreprise et la CGT, Avignon, les CEMEA ; pour les plus âgés encore, certains penseront au mouvement des Auberges de Jeunesse, le Front populaire, les congés payés tandis que d'autres regretteront les Chantiers de jeunesse du maréchal quand une étoile au ciel montrait à (presque) tous le chemin ! Et en vrac, avant, pendant, après, les Bourses du Travail, les cours du soir pour adultes, les colonies de vacances, les Ciné-clubs, les écoles d'escalade, les chorales de quartier, le théâtre amateur, les stages pour apprendre à tailler des arbres fruitiers ; et les scouts d'Europe ; les écoles du Parti (communiste) ; les sermons à la messe ; et la *Caméra explore le temps* au début de la télévision, les patronages laïques, ceux des curés, les conférences du Rotary club, les visites gratuites le dimanche au Musée du Louvre, l'université du troisième âge, les concerts des Jeunesses musicales, le club de foot au pied des HLM, l'encadrement des jeunes des quartiers par les frères musulmans...

Et encore... Il faut bien avouer que le mot éducation et le mot populaire ne gagnent guère en netteté à se retrouver ensemble. Doit-on considérer que tout ce qui est susceptible d'exercer une influence au sein d'un corps social (sans aborder pour le moment l'aspect « populaire ») relève de l'éducation telle qu'on l'entend dans le concept d'Éducation (populaire) ? Dans une certaine mesure, oui au sens où cette dénomination rappelle que le système scolaire n'est pas la seule source des savoirs, que ceux-ci résultent du travail humain, que vivre avec et contre les autres, « ça » apprend ; à aimer, à se méfier, à s'affronter. Une longue histoire, aussi longue que celle de l'humanité, celle des modes de production, celle des rapports sociaux, celle de la domination et de la dépendance, celle aussi de la maîtrise de la nature, celle des corporations, du compagnonnage, celle de la production des biens nécessaires, du bien commun, celle qui touche la reproduction et la transformation de l'adulte dans l'enfant,... Ça fait beaucoup ! Mais c'est une première donnée incontournable. L'Éducation est une fonction mathématique de la vie sociale. C'est dire, et voilà déjà qui fâche, qu'une société dont les dominants réussissent à persuader que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, qui a domestiqué ses pauvres en les assurant que c'est elle ou le chaos, qui a transformé les utopies qui la questionnent en chimères, cette société a cessé d'être éducative, a cessé d'être éducatrice. La classe dominante y est enfin parvenue à confisquer la totalité du processus éducatif, à rendre illégitime toutes les autres formes issues des luttes. Ne restent alors que des professionnels de l'éducation à qui une classe redistribue les pouvoirs dont elle a dépossédé les autres acteurs. Restent alors les éducateurs « sociaux », promus le plus souvent du sein de la classe à laquelle ils s'adressent, qui font ce qu'ils peuvent, calment le jeu, comme n'importe quels gardiens de la paix, comme on disait autrefois.

Sur ce point, les choses sont claires : qui parle d'Éducation parle d'engagement contre l'intolérable, de luttes contre l'inégalité, d'utopie à vivre ici, de l'idée toujours neuve du bonheur. Ou manie un leurre. Quand les peuples (heureux ?) n'auront plus d'Histoire (à l'opposé du discours sur la fin de l'Histoire !), ils n'auront pas davantage d'Éducation (populaire) - parce que tout ce qui s'y vit sera « éducatif ».

On n'en est pas là ! Aussi y a-t-il un deuxième questionnement du terme même d'éducation dans l'existant de l'Éducation (populaire) dès lors que s'y rencontrent des instances, des organismes, des institutions : le processus « technique » risque fort d'être toujours séparé de la vie même, de la production, du conflit, pour mieux se rejouer en terre neutre, en temps de *loisir*, dans ce fameux *skholé* grec qui donne son nom à l'école. Pas plus qu'il suffit de vivre pour savoir, on ne peut apprendre en faisant semblant, hors du travail productif, celui qui permet de produire l'effet qu'on se propose, à quoi on reconnaît son utilité. Le processus éducatif exige une prise de distance, un retour réflexif mais avec ce qui est réellement vécu, dans la totalité de l'implication sociale (le réel) et des conséquences de ce qui fait une expérience singulière, laquelle ne peut être rejouée sans devenir autre. Ce qui devrait faire la différence entre l'Éducation (populaire) et l'École, c'est bien ce temps incorporé en prise directe sur ce qui se vit. Le mouvement d'Éducation (populaire) légitime serait alors celui, non qui fait l'école sans les formes scolaires, mais qui veille à ce que, partout, le temps de la formation ne se sépare pas du temps de la *production*, en donnant à ce mot son sens le plus général, celui du « faire », du *poiein*, dont vient le mot poésie, qu'il s'agisse de ce qui se fait au travail, en vacances, dans l'exercice des responsabilités familiales, civiques, politiques, etc. L'Éducation (populaire) serait alors la préfiguration (volontariste, car les conditions générales ne sont pas encore réunies) de la disparition de *l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail productif*, la préfiguration (militante) du travail retrouvé, réconcilié, libre, qui ne sera plus alors le moyen de « *gagner sa vie* » mais, *lui-même, le premier besoin vital* 1.

L'esprit de l'Éducation (populaire), en attendant qu'elle se dissolve en tant que telle parce qu'elle aurait réussi, est assurément de questionner l'actuelle problématique des loisirs conçus comme du temps gagné sur le travail spolié, du temps pour oublier le travail, pour tenter de s'en remettre. Et s'y remettre... On ne saurait symétriquement faire l'économie d'un questionnement du mot « populaire » dans l'appellation (Éducation) populaire. Qui est, en effet, ce « populaire » qu'on se propose d'éduquer ou, ce qui revient au même, qui est ce « on » qui envisage de le faire ? On peut toujours croire que le peuple, c'est « nous tous », Francis Mer de même que l'abonné furtif à la soupe elle aussi populaire, et rêver que le futur patron d'EDF a beaucoup à apprendre de ceux que son souci de satisfaire des actionnaires a réduits à un chômage, lui-même amputé. Cette opinion serait rédhitoire, n'y perdons pas notre temps. Le peuple qu'on cache derrière le populaire de (l'Éducation) populaire est massivement, aujourd'hui comme hier, la France d'en bas à qui la France d'en haut rêve de faire acquérir des principes et des bonnes habitudes, en un mot une « culture commune », avec la complicité anxieuse de la France « du milieu », celle qui n'a elle aussi que sa force de travail à vendre, pour le moment, à un prix qui lui laisse espérer qu'elle constitue durablement la fraction, dominée, de la classe dominante, celle objectivement des chiens de garde (...*donner la chasse aux gens/portant bâtons et mendiant ; Flatter ceux du logis ; à son maître complaire ; /(...)/Attaché ? dit le loup...*). (L'Éducation) populaire, est-ce celle des classes pauvres, contre Guizot qui craignait que leur invasion par l'instruction ne soit *un élément qui doit miner la société dans ses fondements*3 ? Mais par quels bons génies ? Est-ce, au contraire, avec Marx, celle de l'État *qui a besoin d'être éduqué d'une rude manière par le peuple* ?

Françoise Mayeur montre qu'elle vise clairement dans l'esprit de ses promoteurs à développer une « solidarité » qui fasse « l'économie de la lutte des classes », à partir d'un idéalisme humaniste misant sur le pouvoir des savoirs et des chefs d'œuvre d'amender les rapports sociaux qui les ont

produits. Antoine Prost n'hésite pas, quant à lui, à la décrire dans ses formes récentes comme « une prothèse sociale ». Alors, rendez-vous manqué pour tant de militants dont on ne saurait soupçonner la sincérité et le dévouement, sinon la lucidité ? C'est que l'autre voie n'est pas si facile à assumer et ne saurait recevoir soutien, reconnaissance et publicité d'un État qui reste, à travers ses subventions et son souci de « l'intérêt » public, le grand maître, *in fine*, des actions entreprises. Admettre l'existence de la lutte des classes, ce serait reconnaître que la société est en état de guerre permanente et que la paix apparente ne résulte que de la domination suffisante d'une classe sur l'autre : quel rôle y tient alors l'Éducation populaire ? Ce serait en conséquence poser la question de la place des acteurs dans cette lutte, dès lors qu'une barricade, serait-elle symbolique, n'a que deux côtés. Dans cette hypothèse, l'Éducation populaire peut-elle avoir un autre rôle que celui de reconnaître et d'armer intellectuellement la lutte des classes, d'en exalter le niveau de conscience, d'en rétablir l'équilibre contre toutes les formes d'Éducation qui ne seraient donc pas « populaires », d'en élever la qualité, précisément pour faire l'économie de son issue violente, conformément à tout ce qui devrait être attendu d'un jeu démocratique véritable ? Il faudrait en effet beau voir, Baron, que les possédants ne respectassent point alors la volonté « populaire » de les déposséder de la propriété des moyens de produire et de spéculer et manigançassent contre elle en faisant donner leurs gens, d'armes, de robe, de plume, d'église, et autres journalistes, professeurs de droit, économistes, internationale des cadres supérieurs, confrérie de ceux qui rêvent de l'être, maîtres à penser, syndicats maison, agents doubles et toute espèce d'argousins patentés ! N'est-ce pas ce pari sur la démocratie qui a inspiré les Bourses du Travail, Freinet et son Éducateur prolétarien ou Paolo Freire et sa conscientisation avec cette volonté, puisque lutte il y a, d'aider les opprimés à se doter des outils de la lucidité ?

Les formes actuelles de l'Éducation populaire résultent aussi de luttes dont l'échec, lié à des rapports de force, n'entame en rien la légitimité, quoi qu'en puisse dire les vainqueurs. Aussi doit-on entreprendre une nouvelle lecture de l'histoire de l'Éducation populaire, moins celle des institutions, dont l'audience a été le plus souvent proportionnelle à leur silence quant à la réalité des rapports sociaux, que celle des affrontements en leur sein (et entre elles) quant aux analyses qui les fondent. Qu'en est-il aujourd'hui de l'Éducation populaire quand la concentration des moyens de production, d'information et de mise en marché des idées (?) fait de ce début de siècle le sommet d'une pensée unique au service de la politique unique ? Que faire pour qu'il en soit autrement demain ?

**Jean FOUCAMBERT**